



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'énergie opérationnelle
Centre de soutien technique et administratif
Bureau achats**

**Modernisation des infrastructures pétrolières
spécialisées (IPS) du dépôt essences air (DEA)
de SOLENZARA**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Numéro de consultation : DAF_2025_000632

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Date limite de réception des offres - DLRO :

1^{er} octobre 2025 à 16h00.

Table des matières

ARTICLE 1 -	RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 -	PRÉAMBULE.....	4
ARTICLE 3 -	MAÎTRE D'OUVRAGE	4
ARTICLE 4 -	CONTEXTE	5
ARTICLE 5 -	OBJET DE LA CONSULTATION	5
ARTICLE 6 -	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
6.1.	Procédure de passation.....	5
6.2.	Absence d'allotissement	6
6.3.	Fractionnement des prestations	6
6.4.	Durée du marché.....	6
6.4.1.	Délais d'exécution.....	6
6.4.2.	Délais d'exécution global du marché.....	6
6.5.	Lieu d'exécution.....	7
6.6.	Variantes.....	7
6.6.1.	Variantes obligatoires.....	7
6.6.2.	Variantes à l'initiative des soumissionnaires	7
6.7.	Prestations supplémentaires éventuelles.....	7
6.8.	Considérations sociales	7
6.9.	Considérations environnementales.....	7
6.10.	Traitement de données à caractère personnel	8
6.11.	Secret des affaires	8
ARTICLE 7 -	INFORMATION DES CANDIDATS	8
7.1.	Contenu des documents de la consultation	8
7.2.	Modalités de retrait et de consultation des documents	9
7.3.	Demandes de renseignements complémentaires et questions	10
7.4.	Visite sur site	10
ARTICLE 8 -	CANDIDATURE.....	11
8.1.	Conditions de participation.....	11
8.1.1.	Appréciation de la capacité économique et financière.....	11
8.1.2.	Appréciation des garanties techniques et professionnelles.....	11
8.2.	Motifs d'exclusion.....	12
8.3.	Présentation de la candidature	12
8.3.1.	Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique®).....	12
8.3.2.	Candidature avec les formulaires DC1 et DC2	13
8.3.3.	Conditions de présentation du groupement.....	14

8.4. Examen des candidatures.....	15
8.4.1. Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs.....	15
ARTICLE 9 - OFFRE.....	15
9.1. Présentation de l'offre.....	15
9.2. Examen des offres.....	16
9.2.1. Critères d'attribution.....	16
9.2.2. Méthode de notation des offres.....	16
9.2.3. Classement des offres.....	17
9.2.4. Durée de validité des offres.....	18
ARTICLE 10 - MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS.....	18
10.1. Contexte.....	18
10.1.1. Aide.....	19
10.1.2. Antivirus.....	19
10.1.3. Présentation des dossiers et format des fichiers.....	19
10.1.4. Horodatage.....	20
10.2. Date et heure de réception des plis.....	21
10.3. Conditions de transmission des plis.....	21
ARTICLE 11 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	22
11.1. Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve.....	22
11.1.1 Interdiction d'attribution.....	24
11.1.2 Dispositif e-Attestations - Aprovall.....	24
11.2. Mise au point éventuelle.....	24
11.3. Signature du marché public.....	24
ARTICLE 12 - LANGUE.....	25
ARTICLE 13 - UNITÉ MONÉTAIRE.....	25
ARTICLE 14 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ.....	25
ARTICLE 15 - CONTENTIEUX.....	25
ARTICLE 16 - MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE.....	26
ARTICLE 17 - ANNEXES.....	26

ARTICLE 1 - RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de la consultation (RC) constitue un complément à l'Avis d'appel public à la concurrence (AAPC), au Cahier de clauses administratives particulières (CCAP) et doit être lu en corrélation avec ceux-ci.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

ARTICLE 2 - PRÉAMBULE

Service interarmées relevant du chef d'état-major des Armées, le Service de l'énergie opérationnelle (SEO¹) a pour principales missions la **logistique** des produits pétroliers, la **réalisation** et la **maintenance** des matériels pétroliers et infrastructures, en sa qualité de service constructeur pour les installations pétrolières à terre, ainsi que le **conseil** et l'**expertise** pétrolière au profit de l'ensemble des armées et des autres clients sur le territoire national, au sein des forces de souveraineté et pré-positionnées, ainsi que sur les théâtres d'opérations.

Les attributions réglementaires du SEO sont fixées par les articles [R.3241-26](#) à [R.3241-31](#) du Code de la Défense. Elles recouvrent trois domaines complémentaires donnant une grande cohérence au soutien pétrolier interarmées et opérationnel :

- **énergie**, en particulier de la mobilité ;
- **soutien** des forces armées ;
- **expertise**.

Le centre de soutien technique et administratif (CSTA) procède, entre autres attributions, à la **maitrise d'ouvrage** et à la **maitrise d'œuvre** s'adressant à la construction des infrastructures pétrolières spécialisées ainsi qu'à la **gestion environnementale** afférente.

ARTICLE 3 - MAÎTRE D'OUVRAGE

Le présent marché est porté par le ministère des Armées.

L'acheteur, représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) au sens de l'article [L.1210-1](#) du code de la commande publique (CCP) et représentant du maître d'ouvrage (RMO) au sens de l'article [L.2411-1](#) du CCP est :

Ministère des Armées

Service de l'énergie opérationnelle

Centre de soutien technique et administratif (CSTA²)

Bureau Achats / Section Infrastructure

Caserne Thiry – 47 rue Sainte Catherine – CS 60016 – 54035 NANCY CEDEX.

Pays : France

Code NUTS : FR411

Téléphone : +33 (0)3.83.19.35.39

Adresse Internet de la plateforme des achats de l'État (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

Adresses électroniques : justin.pinet@intradef.gouv.fr

csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr

¹ Le [décret no 2020-1771 du 30 décembre 2020](#) relatif aux services de soutien et aux services interarmées du ministère de la Défense a modifié la dénomination du Service des essences des armées (SEA) désormais « Service de l'énergie opérationnelle » (SEO).

² L'[arrêté du 20 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2020](#) portant organisation du service de l'énergie opérationnelle et divers arrêtés intéressant le ministère de la Défense a transformé la direction de l'exploitation et de la logistique pétrolières interarmées (DELPIA) en deux entités distinctes suivantes : le Commandement de la logistique de l'énergie opérationnelle (CLEO) et le Centre de soutien technique et administratif (CSTA).

ARTICLE 4 - CONTEXTE

La mise en conformité des infrastructures pétrolières spécialisées (IPS) du dépôt essences air (DEA) de SOLENZARA implanté sur la base aérienne 126 (BA 126) « Capitaine PREZIOSI », en Haute-Corse (2B), répond à un besoin exprimé par l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE) souhaitant s'inscrire dans une perspective interarmées et interalliés plus précisément au travers du développement d'un centre d'entraînement tactique à vocation européenne.

Par ailleurs, l'infrastructure pétrolière de l'établissement est désormais jugée vieillissante, hétérogène et comporte des écarts significatifs par rapport aux référentiels, tout particulièrement s'adressant aux domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement.

Aussi, il devient nécessaire de mettre à niveau les infrastructures pétrolières dédiées au soutien de l'AAE et répondre aux besoins opérationnels.

ARTICLE 5 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objectif la **modernisation** des IPS du DEA de SOLENZARA pour en garantir la pérennité et l'homogénéité, au moyen des solutions suivantes :

- **adaptation** des infrastructures pétrolières aux missions de soutien identifiées ;
- **augmentation** des infrastructures pour optimiser le fonctionnement du dépôt.

Les travaux s'effectuent en milieu occupé, la nécessité de maintien de l'activité pendant la durée des travaux est impérieuse.

Les travaux à entreprendre se répartissent sur trois sites de la zone opérationnelle de la BA 126 et sont prévus d'être exécutés selon les tranches suivantes :

- Tranche ferme (TF) : Ouvrages du dépôt de réception SK-MER, incluant les équipements du « Sea-Line » dont le « PLET » (dispositif assurant la liaison avec les pétroliers) ;
- Tranche optionnelle n°1 (TO1) : ouvrages du dépôt d'exploitation principal K2 ;
- Tranche optionnelle n°2 (TO2) : ouvrages du dépôt d'exploitation secondaire K1 ;
- Tranche optionnelle n°3 (TO3) : ouvrages relevant de la tuyauterie inter-dépôts, reliant en infrastructure les trois implantations.

Le marché a pour objet : « **Modernisation, adaptation et augmentation capacitaire des infrastructures pétrolières spécialisées du dépôt essences air (DEA) de SOLENZARA** ».

Le marché est un marché de Travaux.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Code CPV de la consultation :

Valeur principale : 45000000-7 - Travaux de construction.

Code GM de la consultation :

Valeur principale : 36.03.03 – Travaux de construction d'ouvrage d'art.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

6.1. Procédure de passation

Le marché est passé selon une procédure formalisée selon les dispositions des articles [R.2161-2 à R.2161-5](#) du CCP, relatifs aux appels d'offres ouverts.

Le fondement juridique s'appuie sur les articles [L.2124-1](#) relatif aux procédures formalisées suivant le franchissement du seuil européen des procédures et [L.2124-2](#) du CCP relatif aux procédures d'appels d'offres par lesquelles l'acheteur détermine l'offre économiquement la plus avantageuse.

6.2. Absence d'allotissement

En conformité avec les dispositions des articles [L.2113-11](#) et [R.2113-3](#) du code de la commande publique (CCP), l'opération n'est pas allotie.

Sur le motif technique, la nature même de l'opération se doit être appréhendée dans sa dimension globale ; dans sa structuration, elle nécessite la définition d'une succession d'actions logiques, imbriquées. La dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement plus compliquée l'exécution des travaux en raison de l'évidente nécessité d'interdépendance entre les domaines relevant de l'intervention et de la coordination.

La complexité des installations pétrolières, la nature même des travaux et l'implantation géographique du site imposent un rigoureux pilotage de la maîtrise d'œuvre centralisée depuis le CSTA, implanté à Nancy. De plus, en considération des besoins invariables des parties prenantes, les travaux attendus se doivent d'être réalisés concomitamment à la pleine continuité de l'exploitation.

Sur le motif financier, cela rendrait immanquablement l'opération plus coûteuse ; ce qui contrevient au strict cadrage budgétaire.

Enfin, dans l'intention, le recours à un titulaire individuel ou à un groupement momentané d'entreprises permettra une mise en œuvre organisationnelle selon une géométrie ajustée au projet, tout en accordant une gestion des imprévus simplifiée.

6.3. Fractionnement des prestations

Le présent marché est structuré selon des phases (étapes de réalisation intermédiaires), il comporte une tranche ferme et trois tranches optionnelles présentées ci-dessous :

- Tranche ferme (TF) : Ouvrages du dépôt de réception SK-MER, incluant les équipements du « Sea-Line » dont le « PLET » (dispositif assurant la liaison avec les pétroliers) ;
- Tranche optionnelle n°1 (TO1) : ouvrages du dépôt d'exploitation principal K2 ;
- Tranche optionnelle n°2 (TO2) : ouvrages du dépôt d'exploitation secondaire K1 ;
- Tranche optionnelle n°3 (TO3) : ouvrages relevant de la tuyauterie inter-dépôts, reliant en infrastructure les trois implantations.

6.4. Durée du marché

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction et n'est pas reconductible.

Le délai d'exécution est de quarante-huit mois, incluant la période de préparation évaluée à huit mois (TF et TO). Chaque tranche est d'une durée de douze mois dont deux mois de préparation inclus.

Le phasage envisagé est destiné à maintenir la poursuite d'activité pendant la durée des travaux et fait appel à un séquençage d'étapes soumises respectivement à réception avant de poursuivre vers la suivante.

6.4.1. Délais d'exécution

Les délais d'exécution du marché sont rappelés dans l'acte d'engagement.

S'agissant de l'ensemble des délais évoqués dans le présent marché, les délais sont exprimés en semaines ou en jours, dans ce dernier cas, les jours sont entendus ouvrés.

6.4.2. Délais d'exécution global du marché

La période de préparation des travaux est comprise dans le délai global d'exécution.

Le délai global d'exécution est de quarante (48) mois dont le détail est mentionné ci-après.

6.4.2.1. Période de préparation

Le marché comprend une période de préparation d'une durée de deux (2) mois à compter de l'ordre de service (OS) en ordonnant le début de chaque tranche.

6.4.2.2. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est de :

- dix (10) mois de travaux relevant de la tranche ferme (TF) ;
- dix (10) mois de travaux, pour chaque tranche optionnelle (TO).

Toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution fera l'objet d'un ordre de service.

Les périodes de fermeture pour congés annuels du titulaire sont incluses dans les délais d'exécution.

En cas d'arrêt de chantier à l'initiative du SEO, un ordre de service fixant la date prise d'effet sera adressé au titulaire. La durée de l'arrêt est neutralisée dans le décompte du délai d'exécution contractuel.

Le dépassement des délais définis ci-dessus entraîne l'application des clauses relatives aux pénalités mentionnées à l'article 7.2 du CCAP.

Le planning prévisionnel et détaillé des travaux en matière d'organisation du chantier figure dans le mémoire technique du titulaire.

6.5. Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est : 2B – Haute-Corse (FR-2B).

Implantation :

Dépôt essences air de SOLENZARA

RN 198 – CS 10001 - Ventiseri

20223 GHISONACCIA CEDEX

Adresse postale :

BA 126

20240 VENTISERI SOLENZARA

6.6. Variantes

6.6.1. Variantes obligatoires

Le maître d'ouvrage n'exige pas la présentation de variantes.

6.6.2. Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

6.7. Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

6.8. Considérations sociales

Au titre du présent marché, il n'est pas fait application des dispositions de l'article [L.2112-2](#) du CCP donnant accès à l'intégration de considérations relatives au domaine social.

6.9. Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article [R.2111-10](#) du CCP en prévoyant d'avoir recours à des spécifications techniques à caractère environnemental au stade de l'offre par la fourniture des éléments suivants :

- schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (SOPRE) ;
- schéma organisationnel du suivi de l'évacuation des déchets (SOSED).

Le champ d'application du domaine prévoit également de faire appel à des propositions de conditions d'exécution formulées par les soumissionnaires visant :

- la performance en matière de protection de l'environnement sur la partie génie civil ;
- la performance en matière de protection de l'environnement sur la partie chaudronnerie ;
- la performance en matière de protection de l'environnement sur la partie électricité.

Ces propositions sont formulées dans le mémoire technique du titulaire et sont donc applicables lors de l'exécution du marché considérant l'ordre de prévalence des pièces contractuelles.

En outre, le titulaire s'engage à respecter scrupuleusement l'intégralité des exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables en matière de protection de l'environnement.

6.10. Traitement de données à caractère personnel

En application de l'[article 13 du règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016](#) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Le sujet est détaillé au sein de l'article 4.9 du CCAP.

6.11. Secret des affaires

Le RPA se réserve la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers pour l'analyse des offres du présent marché.

Si tel venait à être le cas, le tiers serait contractuellement tenu à une obligation de confidentialité. En particulier, les candidats sont informés que ce tiers ne pourrait divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de ses prestations. Ce tiers aurait l'obligation de mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. Cette obligation ne prendrait pas fin à l'issue du contrat entre le RPA et ce tiers.

ARTICLE 7 - INFORMATION DES CANDIDATS

7.1. Contenu des documents de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des éléments suivants :

Règlement de la consultation (RC)	
annexe 1 au RC	renseignements complémentaires
annexe 2 au RC	présentation du dispositif DUME
annexe 3 au RC	cadre de réponses
annexe 4 au RC	attestation de visite
annexe 5 au RC	accord de confidentialité
DC1-Solenzara	
DC2-Solenzara	
Acte d'engagement (ATTRI1)	
annexe 1 à l'ATTRI1	décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	
annexe 1 au CCAP	dématérialisation des factures
annexe 2 au CCAP	liste nominative du personnel et recensement des véhicules devant se rendre sur les installations
annexe 3 au CCAP	courriels et points de contact
annexe 4 au CCAP	Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la Défense
annexe 5 au CCAP	Instruction n°300611/DEF/DFP/PER/5 relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de services effectués dans un organisme de la Défense par une ou plusieurs entreprises extérieures
annexe 6 au CCAP	Arrêté du 16 juin 2015 relatif à l'exercice des attributions confiées au pôle travail du groupe des inspections spécialisées du contrôle général des Armées
Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)	
Annexes	Le CCTP comporte vingt-neuf (29) annexes, listées dans le CCTP.
+ Plans	<p>La divulgation des plans s'adressant aux emprises visées par les travaux est restreinte.</p> <p>Ils sont considérés comme étant des pièces complémentaires. Leur remise se fera sur demande adressée par les opérateurs économiques via l'interface des questions posées depuis la consultation PLACE, elle sera conditionnée par la production de deux attestations à joindre à lors de la formulation de la question :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une part l'attestation de visite, considérant que le simple accès au site fait déjà l'objet de mesures de contrôle élémentaire – voir article 7.4 ci-après ; - d'autre part, l'accord de confidentialité dûment complété par le soumissionnaire (annexe 5 au présent RC). <p>Sous réserve de la demande effectuée par l'opérateur et du respect de ces deux conditions, les plans seront délivrés à compter de la semaine 32.</p>

7.2. Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la PLACE, auprès du portail Internet suivant : www.marches-publics.gouv.fr

La référence du DCE sur la PLACE est : **DAF_2025_000632**.

Lors du retrait, les opérateurs économiques veilleront à s'identifier et à renseigner leur adresse courriel afin d'être avertis des mises à jour du dossier.

Les messages électroniques adressés par ce portail Internet ont principalement pour expéditeur nepasrepondre@marchespublics.gouv.fr ou nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr, le titulaire doit impérativement veiller à référencer ces adresses afin d'éviter que les courriels reçus ne soient traités comme relevant de communication électronique non sollicitée et classés dans la catégorie « Courrier indésirable » ou « SPAM » par son interface de messagerie.

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

7.3. Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les opérateurs économiques peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires via l'interface de messagerie de la PLACE.

En cas de demandes de renseignements complémentaires, le délai de réception des offres peut être prolongé dans les conditions définies par l'article [R.2151-4 1°](#) et [R.2151-4 2°](#) du CCP.

Pour l'application de la disposition précitée, est considérée comme une demande réalisée en temps utile, toute question transmise, au RMO, **au plus tard huit (8) jours avant la date de réception des offres**, les réponses du RMO sont adressées au plus tard **six (6) jours avant la DLRO**. Passé ce délai, la date limite de réception des offres pourra ne pas être prolongée et les réponses aux questions pourront ne pas être apportées aux opérateurs économiques.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les opérateurs économiques devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un opérateur économique aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Lorsqu'une réponse impérieusement nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie **six (6) jours** avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article [R.2151-4](#) du CCP.

7.4. Visite sur site

Afin de prendre connaissance du dimensionnement des installations et des différentes contraintes, les candidats doivent obligatoirement visiter individuellement le site objet des travaux durant les semaines S31 ou S32/2025.

Le lieu d'implantation est :

Dépôt essences air de SOLENZARA
RN 198 – CS 10001 - Ventiseri
20223 GHISONACCIA CEDEX

Adresse postale :

BA 126
20240 VENTISERI SOLENZARA

Les visites du site individuelles par opérateur économique sont donc possibles du 28 au 1^{er} août 2025 (S31/2025) et du 4 au 8 août 2025 (S32/2025) ; elles sont réalisées par créneau de deux (2) heures pour un nombre maximal admis de trois (3) représentants par société. Ces visites sont placées sous la conduite du chargé d'études et de travaux du bureau Infrastructure du CSTA ou de son représentant.

L'attestation de réalisation de la visite est requise et doit être transmise lors du dépôt du pli sur la PLACE. Pour qu'elle soit valable, cette attestation devra dater de moins de deux ans avant la date limite de remise des offres

Afin de procéder à cette visite, les candidats doivent au préalable contacter :

Thierry DELLIAUX

Adresse de messagerie électronique : thierry.delliaux@intradef.gouv.fr

Téléphone fixe : 03 54 95 63 54

Téléphone mobile : 06 63 22 66 13

La possibilité de la tenue d'une visite n'est assurée qu'à la condition que l'opérateur fournisse tous les éléments requis en vue de l'accès au moins 72 H avant la date de visite envisagée située dans les créneaux indiqués au présent article.

ou,

Agnès THIVILLIERS

Adresse de messagerie électronique : agnes.thivilliers@intradef.gouv.fr

Téléphone: 03 83 19 33 97

ou,

Stéphane BOTTO

Adresse de messagerie électronique : stephane.botto@intradef.gouv.fr

Téléphone: 03 83 19 34 17

ARTICLE 8 - CANDIDATURE

8.1. Conditions de participation

En application des dispositions de l'article [L.2142-1](#) du CCP, les candidats devront disposer des moyens techniques, humains et financiers suffisants au regard de l'importance des prestations à réaliser.

8.1.1. *Appréciation de la capacité économique et financière*

La capacité économique et financière est appréciée comparativement au montant estimé du marché, à l'observation des attendus suivants :

- le chiffre d'affaires annuel général des trois (3) derniers exercices ;
- le chiffre d'affaires annuel dans le domaine d'activité des trois (3) derniers exercices ;
- les ratios financiers suivants :
 - le ratio d'autonomie financière ;
 - le ratio de liquidité ;
 - le ratio de capacité.
- la souscription d'une assurance pour risques professionnels conforme aux exigences de l'article 8.2 du CCAP du marché.

NOTA : Les candidats issus de structures nouvellement créées qui ne disposent pas de l'intégralité des documents demandés au regard des trois dernières années fourniront les éléments dont elles disposent depuis leur création.

Si, pour une raison dument justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le RPA, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur.

8.1.2. *Appréciation des garanties techniques et professionnelles*

Les garanties techniques et professionnelles seront appréciées comparativement au périmètre des travaux prévus par le marché, à l'observation des attendus suivants :

- la présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années sur des dépôts pétroliers (hors stations-service) assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants mentionnant le montant, la date et le lieu d'exécution. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de cinq ans ;
- la description des techniciens ou organismes techniques auxquels le candidat sera en mesure de faire appel pour exécuter les travaux ;
- le recensement des équipements techniques et mesures destinées à s'assurer de la qualité et des moyens d'étude dont le candidat prévoit de faire appel pour exécuter les travaux ;
- la production des titres d'études et professionnels détenus par les prestataires ou le contractant s'adressant au personnel dévolu aux travaux ;
 - la transmission des effectifs moyens annuels de l'opérateur économique déclarant, pour les trois dernières années ;

- l'éventualité de sous-traitance d'une fraction du marché ;
- la production des certificats établis par des organismes indépendants concernant les normes d'assurance de la qualité ;
- la production des certificats établis par des organismes indépendants concernant les systèmes ou normes de gestion environnementale.

8.1.2.1. *Qualifications requises dans l'exécution du domaine chaudronnerie-tuyauterie*

Niveau minimal exigé :

- production d'un certificat de qualification de soudeur : EN 287-1 ou EN 9606-1 ;
- production d'un procès-verbal de qualification : EN 15614-1 (mode opératoire de soudage).

8.2. Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du CCP relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation du RPA, selon les articles [L.2171-1 à L.2141-11](#), les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

En application des dispositions de l'article [L.2141-12](#) du CCP, lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai le RPA qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation du RPA, l'opérateur économique présente, à la demande du RPA, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Conformément à l'article [L.2141-13](#) du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, le RMO exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. À défaut, le groupement est exclu de la procédure.

8.3. Présentation de la candidature

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- préférentiellement sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE ;
- sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2.

La candidature devra comporter l'intégralité des attendus prévus aux chapitres 8.1.1, 8.1.2 et 8.1.2.1 du présent RC ainsi qu'une note de présentation de la structure juridique individuelle, ou des différentes entreprises constitutives du groupement, rédigée sur dix (10) pages maximum, comprenant un organigramme exposant la ou les structure(s) organisationnelle(s).

8.3.1. *Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)*

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE ;
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Les candidats renseignent les parties suivantes du DUME :

8.3.1.1. *Capacité économique et financière*

Au sein de la partie IV – B, sont à renseigner les attendus suivants :

- chiffre d'affaires annuel général des trois (3) derniers exercices ;
- chiffre d'affaires annuel dans le domaine d'activité des trois (3) derniers exercices ;
- ratios financiers suivants :
 - ratio d'autonomie financière ;
 - ratio de liquidité ;
 - ratio de capacité.
- assurance pour risques professionnels conforme aux exigences de l'article 8.2 du CCAP du marché.

8.3.1.2. Capacités techniques et professionnelles

Au sein de la partie IV – C, sont à renseigner les attendus suivants :

- présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années sur des dépôts pétroliers (hors stations-service) assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants mentionnant le montant, la date et le lieu d'exécution. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 5 ans ;
- les techniciens ou organismes techniques auxquels le candidat sera en mesure de faire appel pour exécuter les travaux ;
- les équipements techniques et mesures destinées à s'assurer de la qualité et des moyens d'étude dont le candidat prévoit de faire appel pour exécuter les travaux ;
- les titres d'études et professionnels détenus par les prestataires ou le contractant s'adressant au personnel dévolu aux travaux ;
- les effectifs moyens annuels de l'opérateur économique déclarant, pour les trois dernières années ;
- la sous-traitance d'une fraction du marché.

Au sein de la partie IV – D, sont à renseigner les attendus suivants :

- les certificats établis par des organismes indépendants concernant les normes d'assurance de la qualité ;
- les certificats établis par des organismes indépendants concernant les systèmes ou normes de gestion environnementale.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC4 dûment rempli par le sous-traitant et le candidat tel que mentionné à l'article 8.2.1.3 du présent RC.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC 4 dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

8.3.2. Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Les candidats renseignent et transmettent les renseignements suivants :

- lettre de candidature ou formulaire DC1³ ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;

³ Téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- déclaration du candidat ou formulaire DC2⁴ ou équivalent, dûment rempli et daté. En cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

8.3.3. Conditions de présentation du groupement

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Dans le cadre de la consultation, le maître de l'ouvrage n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

8.3.3.1. Précisions concernant la constitution des groupements d'opérateurs économiques

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'État (PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'État. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles, qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

- [https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse cotraitance mode emploi6.pdf](https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf) ;
- <https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>.

La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la procédure de passation mais le groupement attributaire devra adopter la forme du groupement **solidaire**. Chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

À défaut sera admis un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du RPA.

Si nécessaire, une mise au point sera effectuée en préambule à la notification.

8.3.3.2. Précisions concernant la sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/dae/formulaires-declaration-du-candidat>

8.3.3.3. Motifs d'exclusion en cas de sous-traitance

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Conformément aux dispositions de l'article [L.2141-14](#) du CCP, lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, le RMO exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. À défaut, le candidat est exclu de la procédure.

⁴ Téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/dae/formulaires-declaration-du-candidat>

8.3.3.4. Tâches essentielles

Le RPA n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

8.4. Examen des candidatures

En application des dispositions de l'article [R.2161-4](#) du CCP, le RPA décide d'examiner les offres avant les candidatures.

Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par le RPA qu'aux soumissionnaires auxquels il est envisagé d'attribuer le marché public.

Si le RPA constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

À l'exclusion des dispositions du chapitre 8.1.2.1 du présent RC en termes de qualifications requises, le RPA n'a pas fixé de minimums de capacité comme condition de participation : les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

8.4.1. Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs

Les opérateurs économiques ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque le RPA peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs déjà transmis au RPA dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils indiquent les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les documents justificatifs directement auprès des administrations ou organismes, le RPA en demande communication au candidat.

ARTICLE 9 - OFFRE

9.1. Présentation de l'offre

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes complétées, datées, mais pas obligatoirement signées :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) au format natif Word^{® 5} ;
- les annexes à l'acte d'engagement constituant la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) au format Excel[®] et PDF[®] ;
- les annexes suivantes au présent règlement de la consultation :
 - annexe 1, relative aux renseignements complémentaires, à renseigner pour la dématérialisation des pièces de la candidature ;
 - annexe 2, relative à la présentation du dispositif DUME ;

⁵ logiciel de traitement de texte créé par Microsoft[®]

- annexe 3, constituant le cadre de réponse ;
- annexe 4, constituant l'attestation de visite ;
- annexe 5, constituant l'accord de confidentialité, comportant les signatures requises⁶.

9.2. Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, le RPA peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Le RPA peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

9.2.1. Critères d'attribution

Critères de jugement des offres avec leur pondération.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés, énoncés ci-dessous (par ordre de priorité croissante) :

1° Montant des travaux (30 %) ;

2° Valeur technique (70 %).

À l'issue de l'étude des deux critères de choix et de leur notation respective, la pondération indiquée ci-dessus sera appliquée.

9.2.2. Méthode de notation des offres

1° Montant des travaux (30 %)

S'agissant du critère **montant des travaux**, les offres sont analysées sur la base du montant total des prix proposés pour toutes les tranches par les soumissionnaires dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, portant décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) sur laquelle sont à renseigner les prix des travaux relevant de la tranche ferme (TF) ainsi que de la tranche optionnelle (TO).

L'offre la moins-disante se voit attribuer la note de 20/20.

Pour déterminer la note attribuée aux autres candidats, la formule suivante est appliquée :

$$Note\ Entreprise\ Evaluée\ sur\ 20 = 20 \times \frac{Montant\ Entreprise\ Moins\ Disante}{Montant\ Entreprise\ Evaluée}$$

Où :

EntrepriseEvaluée = Entreprise dont l'offre en montant n'est pas la moins-disante et dont la notation sur vingt (20) est recherchée ;

NoteEntrepriseEvaluée sur 20 = Note sur 20 de l'entreprise évaluée ;

MontantEntrepriseMoinsDisante= Montant de l'offre de l'entreprise moins-disante ;

MontantEntrepriseEvaluée = Montant de l'offre de l'entreprise évaluée.

La note sur vingt (20) est arrondie au centième de point près.

Chaque note est ensuite pondérée à 30 %.

⁶ A défaut d'une signature électronique conforme aux dispositions des marchés publics ([arrêté du 22 mars 2019](#)), une signature manuscrite scannée d'une personne ayant la capacité d'engager l'opérateur est acceptée.

2° Valeur technique (70 %).

Le soumissionnaire devra fournir un mémoire technique unique, intégrant impérativement tous les renseignements relatifs à la façon de procéder pour l'exécution des travaux.

Ce mémoire technique doit être organisé dans l'ordre présenté ci-dessous. Le mémoire peut comporter des annexes qui doivent être clairement numérotées, des liens peuvent être intégrés dans le mémoire pour renvoyer aux annexes, mais celles-ci doivent figurer au sein même du document.

Ce mémoire est noté sur cent cinquante points (150) décomposés comme suit :

Chapitres	Critères	Points
1	Qualité et exhaustivité du mémoire	25
	• <i>Structure et formalisme du mémoire</i>	15
	• <i>Présentation de l'équipe projet</i>	10
2	Mesures prises dans le cadre des contraintes opérationnelles de l'établissement	15
	• <i>Planning des travaux</i>	5
	• <i>Continuité de l'activité opérationnelle</i>	10
3	Génie civil	20
	• <i>Procédés d'exécution envisagés et moyens utilisés</i>	10
	• <i>Qualité des matériels proposés</i>	10
4	Chaudronnerie-tuyauterie	20
	• <i>Procédés d'exécution envisagés et moyens utilisés</i>	10
	• <i>Qualité des matériels proposés</i>	10
5	Electricité-instrumentation-automatisme	20
	• <i>Procédés d'exécution envisagés et moyens utilisés</i>	10
	• <i>Qualité des matériels proposés</i>	10
6	Mesures prévues pour assurer l'hygiène et la sécurité sur le chantier	20
7	Développement durable	30
	• <i>fourniture d'un schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (SOPRE)</i>	7,5
	• <i>fourniture d'un schéma organisationnel du suivi de l'évacuation des déchets (SOSED)</i>	7,5
	• <i>proposition de performance en matière de protection de l'environnement sur la partie génie civil</i>	5
	• <i>proposition de performance en matière de protection de l'environnement sur la partie chaudronnerie</i>	5
	• <i>proposition de performance en matière de protection de l'environnement sur la partie électricités</i>	5
Total		150

L'opérateur économique ayant obtenu le meilleur total sur cent cinquante (150) points se verra attribuer la note de 20/20. Les totaux sur cent cinquante (150) points obtenus par les autres opérateurs économiques permettront de calculer leur note sur vingt (20) avec, pour référence, la meilleure note en points puis, sera appliquée une pondération à 70 %.

Toute offre obtenant une note inférieure à 50% de la meilleure note en points sera considérée irrégulière.

9.2.3. Classement des offres

Règle des arrondis lors des calculs

Les notes attribuées tant pour les points obtenus sur la note technique que pour les points sur 20 et notes pondérées font l'objet, lors des calculs intermédiaires et finaux, d'un arrondi à deux décimales lors des calculs effectués sous Excel.

Note globale et classement

La somme des notes pondérées sur les deux critères sera effectuée.

Les offres sont ensuite classées par ordre décroissant.

L'offre ayant obtenu la meilleure note globale sera retenue pour l'exécution du marché.

En cas d'égalité de points, les offres classées ex-aequo seront départagées en fonction de la meilleure note obtenue pour le critère le plus important dans l'ordre de priorité. Le marché sera ensuite attribué provisoirement au candidat dont l'offre est la mieux classée sur l'ensemble des critères pondérés pour la solution retenue par l'acheteur.

9.2.4. Durée de validité des offres

Les offres sont valables cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres (DLRO).

En tant que de besoin, le RPA peut solliciter des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des soumissionnaires via l'interface de messagerie de la PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

La demande de prolongation de la validité de l'offre n'est pas formulée aux candidats ou soumissionnaires dont la candidature ou l'offre a déjà fait l'objet d'une notification de rejet.

ARTICLE 10 - MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS

10.1. Contexte

Les frais inhérents à l'accès au réseau Internet et à l'obtention d'un certificat de signature électronique sont intégralement à la charge des opérateurs économiques.

Il est porté à la connaissance des opérateurs économiques que se trouvent dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations dont une liste non-exhaustive est mentionnée ci-après :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plateforme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques ;
- mode opératoire à destination du Document unique de marché européen (DUME ou ESPD en anglais) pour les opérateurs ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des opérateurs ;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Les opérateurs économiques sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Par ailleurs, il est à retenir que la plateforme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Il a été observé que certains serveurs de messagerie constitutifs de l'environnement informatique des opérateurs économiques peuvent filtrer des envois venant de la PLACE. Aussi, il convient d'être vigilant sur ce point et vérifier que les messages électroniques adressés par ce portail Internet, ayant principalement pour expéditeur nepasrepondre@marchespublics.gouv.fr ou nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr, ne soient traités comme relevant de communication électronique non sollicitée et classés dans la catégorie « Courrier indésirable » ou « SPAM » par son interface de messagerie.

10.1.1. Aide

Une rubrique d'Aide figure dans le bandeau bleu en haut de la page et vous donne accès à des guides et à divers documents et outils informatiques.

Par ailleurs, un espace d'accompagnement dans la résolution des difficultés au moyen d'une foire aux questions « FAQ » est accessible sur le site de la PLACE en cliquant sur logo figurant en haut à droit de l'écran:



Si vous n'avez pas trouvé la réponse à votre question, vous pouvez créer une demande d'assistance en ligne en cliquant sur le bouton « Je n'ai pas trouvé de réponse à ma recherche, je souhaite saisir une demande d'assistance en ligne. »

10.1.2. Antivirus

L'opérateur économique doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les opérateurs économiques en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

10.1.3. Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Les opérateurs économiques ne doivent pas utiliser de code actif dans leur réponse, tels que :

- formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- macros ;
- activeX, applets, scripts

Nommage des fichiers – dépôt du pli :

Il est demandé aux soumissionnaires de transmettre les documents en un minimum de dossiers compressés ne dépassant pas unitairement la taille de 500 Mo comme suit :

1- préparer les fichiers à transmettre dans le pli en les nommant comme suit :

« 2025_SEO_Solenzara_NomDuCandidat_nom du document »

Exemples :

2025_SEO_Solenzara _NomDuCandidat_DPGF ;

2025_SEO_Solenzara _NomDuCandidat_Mémoire technique.

2- regrouper l'ensemble des fichiers de la candidature au sein d'un ou plusieurs dossiers compressés de candidature ne devant pas excéder 500 Mo :

« 2025_SEO_Solenzara_NomDuCandidat_candidature_dossier_1 »

« 2025_SEO_Solenzara_NomDuCandidat_candidature_dossier_2 »

Compresser le ou les dossiers comportant les éléments de la candidature.

3- regrouper les fichiers de l'offre dans un ou plusieurs dossiers compressés ne devant pas excéder 500 Mo à nommer :

« 2025_SEO_Solenzara_NomDuCandidat_offre_dossier_1 »

« 2025_SEO_Solenzara_NomDuCandidat_offre_dossier_2 »

Compresser le ou les dossiers comportant les éléments de l'offre.

4- déposer les dossiers compressés sur la plateforme PLACE.

10.1.4. Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

En cas d'indisponibilité de la plateforme de dépôt PLACE, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

L'opérateur économique peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise au RMO sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant impérativement les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde, ne pas ouvrir avant la DLRO » ;
- intitulé de la consultation : Modernisation des infrastructures pétrolières spécialisées du dépôt essences air (DEA) de SOLENZARA ;
- nom ou dénomination de la société.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les plis transmis par voie électronique ;
- en cas de pli reçu de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouvert, sous réserve que la transmission ait commencé avant la DLRO.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par le RPA.

La copie de sauvegarde est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles [R.2184-12](#) et [R.2184-13](#) du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite

L'opérateur économique qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé le fait à l'adresse suivante :

Centre de Soutien Technique et Administratif

Bureau Achats – Section Infrastructure

47 rue Sainte Catherine - Caserne Thiry

Course spéciale 60016 - 54035 NANCY CEDEX

10.1.5.1. Copie de sauvegarde électronique

Le dépôt d'une copie de sauvegarde électronique est autorisé dans la présente consultation.

L'opérateur économique peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique dans les délais impartis pour la DLRO.

Le dépôt de la copie de sauvegarde électronique doit s'effectuer dans le respect des exigences de l'[arrêté du 22 mars 2019](#) relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du CCP).

À cet égard, l'opérateur économique peut recourir :

- soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées ;
- soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

Il peut ainsi recourir à une solution lui permettant de s'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée.

Avant l'échéance de la date de limite de remise des candidatures ou offres, le RMO devra être destinataire des données nécessaires pour pouvoir, au besoin, accéder de façon sécurisée à la copie de sauvegarde électronique.

Dès lors que le pli comporte des données à caractère personnel, la plateforme de stockage utilisée par l'opérateur économique respecte les exigences du Règlement général pour la protection des données (ou bénéficier d'un régime de protection équivalent à celui du RGPD si l'hébergement est effectué dans un pays tiers à l'Union européenne).

En tout état de cause, la solution retenue par l'opérateur garantit la suppression des données dans un délai n'excédant pas celui de la durée de validité des offres de la présente consultation.

La copie de sauvegarde électronique ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les plis transmis par voie électronique ;
- en cas de pli reçu de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouvert, sous réserve que la transmission ait commencé avant la DLRO.

10.2. Date et heure de réception des plis

Les plis devront être transmis au plus tard le **1^{er} octobre 2025 à 16h00 heure de Paris**.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la « copie de sauvegarde » parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Si toutefois le candidat n'est pas en mesure de déposer son pli avant la date limite de dépôt pour des raisons liées à un incident technique du portail Internet PLACE, il doit utiliser l'assistance en ligne de la plateforme. Une fois le formulaire en ligne renseigné et envoyé, le numéro d'appel de l'assistance s'affiche.

Dans le cas où le problème ne serait pas résolu avec l'assistance en ligne de la PLACE, la procédure de secours suivante est à utiliser :

- envoi d'un courriel au RPA aux adresses suivantes :
 - csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr;
 - justin.pinet@intradef.gouv.fr ;
 - vincent.paque@intradef.gouv.fr;

en indiquant le numéro de la demande d'assistance fourni par l'aide de la PLACE et en prouvant par une copie écran ou autre, que le problème du dépôt de pli provient d'une défaillance ou d'une maintenance technique de la PLACE.

Lorsque le dysfonctionnement perdure jusqu'à la DLRO, le RPA prolonge la date limite afin de permettre aux opérateurs économiques impactés par le blocage de déposer leur pli comme prévu initialement par la consultation. La durée de prolongation de la DLRO ne pourra excéder vingt-quatre (24) heures, à compter de l'heure de rétablissement de la plateforme électronique.

Les candidats veilleront à communiquer tous les éléments requis selon les chapitres 8.3 et 9.1 du présent règlement de la consultation.

10.3. Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les soumissionnaires doivent prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par le RPA, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par le RPA.

En application de l'article [R.2151-6](#) du CCP, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Après le dépôt du pli sur la plateforme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au RPA.

Par ailleurs, il appartient à l'opérateur ayant transmis son pli de veiller au contenu des fichiers transmis, l'accusé de réception attestant uniquement de la réception des fichiers mais en aucun cas de la complétude du pli au regard des attentes du dossier de consultation.

ARTICLE 11 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché public est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent RC.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article [R.2181-1 et suivants](#) du CCP.

11.1. Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

En application des dispositions de [R.2144-4](#) du CCP mais également de celles du chapitre 8.4.1 du présent RC, le RPA n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion. Par voie de conséquence, ledit soumissionnaire fournit, dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- l'acte d'engagement (formulaire ATTR11) et ses éventuelles annexes, à compléter et à signer, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques, le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement ;
- en cas d'offre déposée par un groupement, la convention de groupement signée ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques) ;
- le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci ;
- le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent ;
- en cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés ;
- le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article [L.5221-2](#) du Code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article [D.8254-2](#) du Code du travail (1° sa date d'embauche ; 2° sa nationalité ; 3° le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- **lorsque le soumissionnaire est établi en France**, son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article [R.2143-13](#) du CCP ;
- **lorsque le soumissionnaire est établi en France**, pour les entreprises en cours d'inscription, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE) ;
- le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents suivants :

- certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ⁷, datant de moins de 6 mois ;
- certificat de l'article [L.243-15](#) du Code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance⁸, datant de moins de 6 mois ;
- pour tout employeur occupant au moins vingt salariés, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles [L.5212-1 à L.5212-11](#) du Code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés ;
- **lorsque le soumissionnaire est établi hors de France**, un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article [286 ter](#) du Code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établi dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- **lorsque le soumissionnaire est établi hors de France**, un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) [n°883/2004 du 29 avril 2004](#) ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article [L.243-15](#) du Code de la sécurité sociale ;
- **lorsque le soumissionnaire est établi hors de France**, un extrait du registre pertinent au sens de l'article [R.2143-9](#) du CCP, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six (6) mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ;
- **lorsque le soumissionnaire est établi hors de France**, le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article [L.1262-1](#) du Code du travail :
 - a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " [SIPSI](#) " du ministère chargé du Travail, conformément aux articles [R.1263-5](#) et [R.1263-7](#) du Code du travail ;
 - b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles [L.1263-6](#), [L.1264-1](#), [L.1264-2](#) et [L.8115-1](#) du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal
- **lorsque le soumissionnaire est établi hors de France**, lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement.

L'attributaire devra transmettre les documents requis dans un délai de sept (7) jours à compter de la date d'envoi du courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

- Les délais octroyés n'ont pas pour effet de permettre à l'attributaire de se procurer un certificat de signature électronique, ni d'effectuer les démarches administratives de régularisation auprès des administrations et organismes compétents.

⁷ L'attestation de vigilance fiscale générée depuis le compte fiscal professionnel est accessible depuis le portail Internet <https://www.impots.gouv.fr>

⁸ L'attestation de vigilance sociale est délivrée par l'URSSAF, à partir de l'espace sécurisé sur le portail Internet <https://mon.urssaf.fr>

À défaut de transmission des documents dans le délai prescrit par l'acheteur, celui-ci pourra déclarer irrecevable l'offre au titre de l'article [R.2144-7](#) du CCP. Par voie de conséquence, l'opérateur économique dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

11.1.1 Interdiction d'attribution

Est exclu de la procédure tout candidat auquel le RMO ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...).

Le RMO peut, à tout moment au cours de la procédure de passation du présent marché public, demander à un opérateur économique de clarifier ou de compléter les informations ou les documents liés à la vérification de son origine dans un délai approprié.

Lorsque l'opérateur économique ne fournit pas ces informations ou ces documents sans apporter d'explication raisonnable, empêchant ainsi le RMO de vérifier son origine ou rendant cette vérification pratiquement impossible ou très difficile, cet opérateur économique est exclu de la participation à la présente procédure de passation de marché public.

11.1.2 Dispositif e-Attestations - Aprovall

Le RPA est doté d'accès au portail internet e-Attestations afin de simplifier et de sécuriser les échanges administratifs obligatoires pour toute la durée du marché.

L'utilisation de cette plateforme est totalement gratuite pour les opérateurs économiques et permet d'y déposer régulièrement, et en toute sécurité, les attestations et documents administratifs demandés durant la période d'exécution du marché. Certaines données sont directement agrémentées par des tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF et la DGFiP.

Pour cela, les opérateurs économiques doivent au préalable créer un compte à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/> et compléter les informations et documents manquants.

11.2. Mise au point éventuelle

Le RPA et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché public. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

11.3. Signature du marché public

La signature électronique est souhaitée prioritairement par le RPA.

Le marché public est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTR1) qui lui est adressé par le RPA.

La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article suivant « MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE ».

À défaut de disposer d'une signature électronique conforme lors de la phase d'attribution, l'attributaire appose la signature originale manuscrite sur l'acte d'engagement et le fait parvenir au RPA dans le délai imparti.

ARTICLE 12 - LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français. En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

ARTICLE 13 - UNITÉ MONÉTAIRE

L'unité monétaire utilisée dans le cadre de la présente procédure de consultation est l'Euro.

ARTICLE 14 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ

Les soumissionnaires sont tenus de ne pas divulguer à des tiers le contenu de toute offre remise au pouvoir adjudicateur durant ou après leur élaboration, jusqu'à l'accomplissement des formalités de publicité du marché. Ils doivent en outre impérativement remettre l'annexe 5 au présent RC, dument renseignée et revêtue des signatures requises.

ARTICLE 15 - CONTENTIEUX

Voies et délais de recours :

1. référé précontractuel (article [L.551-1](#) du Code de la Justice Administrative –CJA), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat ;
2. recours pour excès de pouvoir contre la décision du pouvoir adjudicateur (RPA/RMO) d'abandonner la procédure de marché en la rendant infructueuse ou sans suite et/ou les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux (2) mois (article [R.421-1](#) du CJA) à compter de la publication ou notification de la décision attaquée » ;
3. référé contractuel (article [L.551-13](#) du CJA) dans un délai de trente-et-un (31) jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de six mois à compter de la conclusion du contrat) ;
4. recours en contestation de validité du contrat (recours de pleine juridiction prévu par la [décision du Conseil d'État du 4 avril 2014 DÉPARTEMENT DU TARN-ET-GARONNE, n°358994](#)) par tout tiers susceptible d'être lésé dans ses intérêts, assorti, le cas échéant de conclusions indemnitaires, dans un délai de deux (2) mois à compter de la publicité de la conclusion du marché ;
5. recours indemnitaire (article [R.421-1 et suivants](#) du CJA), dans les deux (2) mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est :

Tribunal Administratif de Nancy

5 place de la Carrière

C.O. n° 20038

54036 NANCY CEDEX.

Téléphone. : 03.83.17.43.43

Messagerie électronique du greffe : greffe.ta-nancy@juradm.fr

Documentation : documentation.ta-nancy@juradm.fr

Télécopieur : 03.83.17.43.50

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Centre de Soutien Technique et Administratif

Bureau Achats – C/O - Cellule contrôle interne juridique

47 rue Sainte Catherine - Caserne Thiry

Course spéciale 60016

54035 NANCY CEDEX

Tél. : 03.83.19.35.39

Courriel : csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr

en mettant en copie : justin.pinet@intradef.gouv.fr
- vincent.paque@intradef.gouv.fr

ARTICLE 16 - MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Chaque document à signer doit être signé ou cosigné individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

L'acte d'engagement matérialisé par le formulaire ATTR11, retourné in fine par le soumissionnaire (comme mentionné à l'article 11.1 supra) sera signé au format PAdES (signature au sein du document au format PDF®).

D'une manière générale, la signature des documents est souhaitée de préférence au format PDF® intégrant une signature conforme aux exigences du présent article au format PAdES. **Il est demandé de veiller à autoriser l'apposition des signatures ultérieures sur les documents signés ou la cosignature.**

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- sur le portail internet PLACE ([guide d'utilisation- utilisateur entreprise](#)) ;
- dans [le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics](#) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

En application de l'[arrêté du 22 mars 2019](#) relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au [Règlement \(UE\) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014](#) sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).

ARTICLE 17 - ANNEXES

annexe 1 au RC	renseignements complémentaires
annexe 2 au RC	présentation du dispositif DUME
annexe 3 au RC	cadre de réponses
annexe 4 au RC	attestation de visite
annexe 5 au RC	accord de confidentialité
DC1-Solenzara	
DC2-Solenzara	